Journal des Retraité.e.s

SEPTEMBRE 2019 N°38

Publication éditée par le Collectif des Retraité.e.s CGT du Mâconnais, Clunysois, Tournugeois

Edito : *Le moment est venu de riposter, tous ensemble*

L'été a été marqué par des évènements géopolitiques, climatiques et sociaux.

Les enjeux environnementaux posent la question des richesses : qui les crée, qui les détient, qui les exploite et comment sont-elles réparties ?

Lois et décrets de régression sociales ce sont multipliées au niveau : santé, fonction publique, finances, assurances chômage… auxquelles il faut rajouter les propositions de réforme de la retraite dont l'objectif est de contraindre à travailler plus pour gagner moins à la retraite.

La main sur le cœur 34 multinationales, déclarent s'engager contre les inégalités. Les mêmes qui ont distribué 514 milliards de dollars à leurs actionnaires au 2nd trimestre. La France quant à elle conserve sa place de championne d'Europe avec 51 milliards de dollars de dividendes qui vont remplir les poches des actionnaires, déjà bien fournies, au détriment des augmentations de salaires et des investissements.

Les mouvements de grèves dans la santé : les urgences et les personnels des Ehpads et des services hospitaliers perdurent depuis de longs mois déjà et ils n'obtiennent de la part de la Ministre de la Santé que de grandes annonces médiatiques organisationnelles.

Une chose est sûre, elles font fi des principales et premières revendications des personnels : des effectifs supplémentaires et des moyens immédiats pour améliorer les conditions de travail des salarié-e-s et la prise en charge de la population.

Tout comme les « mesurettes » annoncées au démarrage du Grenelle des violences conjugales jugées largement insuffisantes par les associations concernées.

Santé, RATP, finances publiques, EDF, urgences, climat… Ces dernières semaines ont été marquées par une multiplication des mobilisations unitaires dans tous les secteurs d'activité.

La participation des salariés à chacune de ces actions a été massive, démontrant que le mécontentement grandit et que le fatalisme recule.

La rentrée est donc placée sous le signe du combat.

Combat pour une retraite à 60 ans, le maintien et l'amélioration du système actuel de de retraite.

Combat pour gagner le référendum sur l'avenir d'Aéroport de Paris en obtenant les 4,7 millions de signatures nécessaires pour garder le plus grand aéroport du pays sous la protection de l'Etat et non sous la domination des intérêts privés.

Combat pour améliorer les conditions de travail dans les services d'urgence, les autres services et les Ehpads.

Combat pour protéger notre planète en luttant, entre autres, contre les accords du Ceta et du Mercosur.

Dans la continuité de nos actions de retraités depuis le début de l'année, les 9 organisations et associations appellent à **une journée d'action le Mardi 8 octobre** pour le pouvoir d'achat et contre le projet de réforme des retraites.

Pour la Saône et Loire, ce jour là, un rassemblement est prévu devant la préfecture de Mâcon à 15H00.

C'est la mobilisation de chacune et chacun d'entre nous qui nous permettra de gagner de nouveaux droits et mettre fin aux projets mortifères du gouvernement.

Syndicat CGT des Retraité.e.s
Place des Cordeliers,
71000 MACON

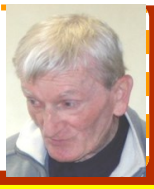
Les 1er et 3eme lundi du mois de 14h30 à 17h .

06 83 46 59 08.

multipro-retraitescgt.macon@orange.fr

www.cgt-macon.org (activités retraitées)

Notre camarade Jean Martinot est décédé le 25 juin à l'âge de 82 ans. Militant syndical, politique et associatif, il y a encore quelques années, il distribuait des tracts CGT Retraités sur le marché de Cluny avec les camarades de Mâcon.



Les retraité.e.s ont toutes les raisons de se mobiliser

1er Mai : 400 personnes au rassemblement CGT et FO le matin et quelques gilets jaunes. Plus nombreux que les autres années, nous avons pu faire une manifestation qui avait de la « gueule » suivie d'un repas et des concerts offerts par la CGT au jardin du 1er mai. **Les retraités.e.s étaient nombreux et nombreuses.**

9 Mai, les retraités ont répondu présents à la poste de Flacé et au Conseil Départemental pour la journée unitaire de défense des Services Publics.

Ainsi que le **28 Mai à l'hôpital de Mâcon pour soutenir la lutte des hospitaliers.** En grève illimitée depuis le 23 mai, les personnels des Urgences avaient organisé un rassemblement et une manifestation dans l'hôpital pour dénoncer les effectifs insuffisants, les mauvaises conditions de travail et de prise en charge des usagers. En 5 ans , une hausse de 25% des entrées n'a donné lieu à aucun effectif supplémentaire.

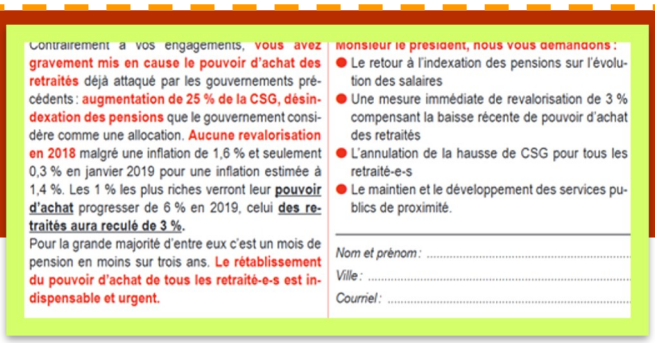
29 Mai et 8 juin à la rencontre des retraité.e.s

Place Saint Pierre à Mâcon et au marché de Tournus : **opération signature de cartes pétitions pour la défense du pouvoir d'achat des retraités.**

Même si nous avons parfois pu constater un certain fatalisme , **261 cartes pétitions dont 32 de LSR sont remontées à la confédération CGT des retraités.**

Sur le département ce sont 957 cartes recensées et au niveau national 200 000. 60 000 ont été portées à l'Elysée par une délégation de 200 personnes représentant 9 organisations et associations. Pas de réponses à nos demandes d'audience et de rendez-vous. **Après deux courriers à Emmanuel Macron c'est toujours le mépris qui se manifeste à l'endroit des retraités.**

Depuis deux ans pas une seule réponse à nos sollicitations répétées ! Nous n'avions pas connu un tel mépris de la part de ses prédécesseurs. Elles ont reçu une fin de non recevoir à leur demande d'entrevue qui avait été prévue.



Contrairement à vos engagements, vous avez gravement mis en cause le pouvoir d'achat des retraités déjà attaqué par les gouvernements précédents : augmentation de 25 % de la CSG, désindexation des pensions que le gouvernement considère comme une allocation. Aucune revalorisation en 2018 malgré une inflation de 1,6 % et seulement 0,3 % en janvier 2019 pour une inflation estimée à 1,4 %. Les 1 % les plus riches verront leur pouvoir d'achat progresser de 6 % en 2019, celui des retraités aura reculé de 3 %.

Pour la grande majorité d'entre eux c'est un mois de pension en moins sur trois ans. Le rétablissement du pouvoir d'achat de tous les retraité-e-s est indispensable et urgent.

Monsieur le président, nous vous demandons :

- Le retour à l'indexation des pensions sur l'évolution des salaires
- Une mesure immédiate de revalorisation de 3 % compensant la baisse récente de pouvoir d'achat des retraités
- L'annulation de la hausse de CSG pour tous les retraité-e-s
- Le maintien et le développement des services publics de proximité.

Nom et prénom : .....

Ville : .....

Courriel : .....

Soutenir les luttes des hospitaliers ...

A ce jour 250 services d'urgence sont en grève sur 640. Du jamais vu.

La ministre de la santé A. BUZYN a laissé les personnels passer tout l'été sans prendre en compte les besoins des urgentistes pensant que la grève s'arrêterait face à l'épuisement. **Mais c'était sans compter sur la détermination des hospitaliers.** De réforme en réforme, l'hôpital s'est tourné vers la rentabilité à pas de charge. Soignants, usagers en font les frais. **En 2000 : 12 millions de passages aux urgences et 500.000 lits. En 2017, 21,4 millions de passages et 400.000 lits** *(Rapport de la Drees).* Les personnels ont refusé l'aumône des 15 millions annoncés en juin (= 375 postes) et la prime de 100 € que si l'agent travaille à 100% aux urgences. Or plus de la moitié des salariés ont leur temps partagé entre les urgences et un autre service tel que la réanimation ou la pédiatrie.

A MACON la grève illimitée a débuté le 23 mai et ne faiblit pas. En juin, devant la détermination des personnels la direction promet la création d'un poste Infirmier et Aide- Soignant de nuit aux urgences adultes et un d'Auxiliaire de puériculture de nuit en pédiatrie. C'est loin de répondre aux besoins, il manque 35 postes et rien n'est prévu pour les urgences psychiatriques.

Fin août, la direction n'a rien fait: embauche de personnel = 0. Les agents sont réquisitionnés, leurs affiches et banderoles enlevées, leur droit de grève bafoué. Les dernières propositions avec un renfort d'intérimaires n'est pas une solution pérenne. **Pour toutes ses raisons la mobilisation continue. En plus, le 11 septembre, à l'appel de la CGT et de la CFDT, les infirmières et les aides-soignantes de l'EHPAD Pfitzenmeyer à Mâcon (Flacé 2) se sont mises en grève illimitée**. Elles sont épuisées : 2 infirmières pour 70 résidents, journées de 12H, heures de travail à rallonge, non remplacement….

Sur le plan national, le collectif inter-urgences et les syndicats ont dit NON aux mesures annoncées et à l'insuffisance de l'enveloppe de 750 millions d'€ prévus.

Afin de répondre aux revendications et aux besoins des usagers, il faut : l'arrêt immédiat de la fermeture de lits, la création de 10 000 emplois aux urgences et de 40 000 dans les Ehpad, la revalorisation des salaires de 300€ minimum et le rejet du plan « Ma santé 2022 ».

De l'argent il y en. Comparons : le gouvernement a prévu 1,5 milliard pour le nouveau service civique…

Soutenons les personnels en lutte pour de meilleures conditions de travail, d'accueil et de prise en charge des usagers.

...Et des pompiers

Les sapeurs-pompiers professionnels avec leurs syndicats dont la CGT dénoncent **un déni de dialogue social**. Ils demandent notamment le **retrait du projet de loi de transformation de la fonction publique, la revalorisation de la prime de feu à hauteur des autres métiers à risque,** ainsi que **le recrutement massif d'emplois statutaires.**

« *Le service public de secours est malade* ». **Il y a une sur-sollicitation avec de moins en moins d'effectifs et de moyens pour** assumer de plus en plus de missions car l'Etat se désengage là comme ailleurs. Ils subissent de plus en plus de violences verbales et parfois physiques**. Comme pour les hospitaliers faire grève ne se voit pas car ils doivent assurer un service minimum. Ils veulent alerter les Français et obtenir les moyens de réaliser leurs missions.**

Entre 2017 et 2018 : hausse de 9% des interventions (6260) pour les différents centres de secours du Mâconnais. Pétition sur MesOpinions.com

Nous remercions les personnes qui ont répondu à notre questionnaire de satisfaction inclus dans le journal de mai. Ce numéro tient compte de vos remarques et suggestions.

Outil CGT de défense des consommateurs: Indécosa

Association pour l'INformation et la DÉfense des COnsommateurs SAlariés

Elle est née en 1979 d'une volonté de la CGT de se doter de moyens nouveaux pour agir dans les domaines de la consommation, de l'environnement et du cadre de vie.

Différents domaines d'intervention : *alimentation, banque, énergie, environnement, logement, nouvelles technologies de l'info et de la communication, santé, transport, services publics.*

Représentation auprès des instances officielles où les intérêts des consommateurs sont en jeu.

INDECOSA CGT est présente sur l'ensemble du territoire national avec plus de 280 associations départementales, locales et d'entreprise.

Pour Mâcon, l'Union Locale CGT a présenté une liste « INDECOSA CGT » pour les élections des représentants des locataires à Mâcon Habitat et nous avons 1 élu.

indecosa@cgt www.indecosa.cgt.fr 01.55.82.84.05

Colloque européen Indécosa CGT jeudi 13 octobre 2019 à la Confédération : Comment lutter efficacement contre le réchauffement climatique? Comment éviter la mascarade verte « Greenwashing »?

Comité Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie (CDCA)

Des représentants CGT retraités au CDCA: M. Frémy et M. Maillet. C'est une instance placée sous la responsabilité du président du Conseil Départemental et qui vise à assurer la participation des usagers à la construction et la mise en œuvre des politiques pour les **personnes âgées (PA)** et **les personnes en situation de handicap (PH)**. Il se substitue au CODERPA et au CDCPH depuis 2015.

Le CDCA siège en formation plénière et spécialisée (une relative aux questions pour les PA, une pour les PH). **Il est composé de représentants** des usagers retraités ou des personnes handicapées, des institutions, des organismes et professionnels œuvrant en faveur des PA ou des PH, les organisations syndicales.

Il est compétent dans de nombreux domaines : prévention, accompagnement médico-social, accès aux soins, accessibilité, logement, droit des usagers, …Et doit faire des propositions au Conseil Départemental. **Le CDCA donne son avis sur** les schémas départementaux PA et PH, le schéma régional de santé, la programmation annuelle ou pluriannuelle des moyens alloués par l'ARS, le Département et les régimes de base d'assurance vieillesse à la politique autonomie.

En Saône et Loire, cette instance fonctionne assez mal. Les membres se contentent trop souvent de prendre acte d'informations données par le Conseil Départemental. Les représentants sont trop peu constructifs. Nous sommes assez seuls pour donner notre avis, argumenter, faire des propositions.

Comprendre notre Protection Sociale pour la défendre

« Les gens s'imaginent souvent mal combien de fois 1 milliard est plus grand qu'1 million.
1 million de secondes c'est environ 11 jours
1 milliard de secondes c'est environ 35 ans »
Paul Franz

Fraude aux allocations chômage: 58 millions d'€ soit 1an 1/2.
Fraude fiscale : 80 milliards d'€ = 2 975 ans
(Il faut savoir que la création de 40 000 postes en Ehpad est évaluée à 1,5 milliard !!!)

C'est le travail qui crée les richesses et rien d'autre. Si je pose un billet de 100€ sur une table. J'attends. Il restera toujours 100€. Regardons de plus près la feuille de paye.

Le salaire net est ce qui est effectivement versé sur le compte du salarié (*retranché du prélèvement à la source)*

Le salaire brut = salaire net + les cotisations salariales (Représentent en moyenne 22% du salaire brut)

Le « super brut » (aussi appelé « coût du travail » ou « charges » par le patronat) = salaire brut + les cotisations patronales (**Avant exonérations**, les cotisations patronales représentent en moyenne 36% du salaire brut) . Cotisations salariales et patronales, les 2 constituent du salaire socialisé.

Les exonérations de cotisations sociales augmentent depuis 1992 car le patronat est toujours très écouté : **27,2 milliards d'€ en 2018. C'est en moins pour la Sécu, les prestations sociales et les Services Publics. C'est exactement la dette totale des hôpitaux cumulée depuis 30 ans…. Toutes les exonérations/ an s'élèvent à 200 milliards donnés au patronat – Qui est assisté ?** Cour des comptes

Les cotisations sociales ouvrent des droits pour couvrir les différents aléas d'une vie (maladie, chômage, accident du travail), financer la retraite et les allocations familiales. Elles sont une condition indispensable pour faire vivre le principe de solidarité et permettre de lisser le niveau de vie à travers les âges.

Le gouvernement veut passer d'une logique assurantielle (Cotisations sociales payées) à assistancielle par l'augmentation de l'impôt CSG *(L'Etat seul décidera combien il veut allouer pour la maladie, la retraite…)* **est un danger pour nos droits sociaux**

La CSG normalement participe au financement de notre Protection Sociale car ses recettes sont affectées à l'assurance-maladie, aux prestations familiales, aux retraites par le biais du Fonds de Solidarité Vieillesse (FSV) et à la perte d'autonomie via la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA).

Les retraités payent aussi les allocations chômage alors que ce risque n'existe plus. C'est comme si on payait une assurance sans avoir de voiture.

Alors de meilleurs salaires avec primes intégrées pour plus de cotisations sociales, c'est plus de moyens pour notre Protection Sociale.

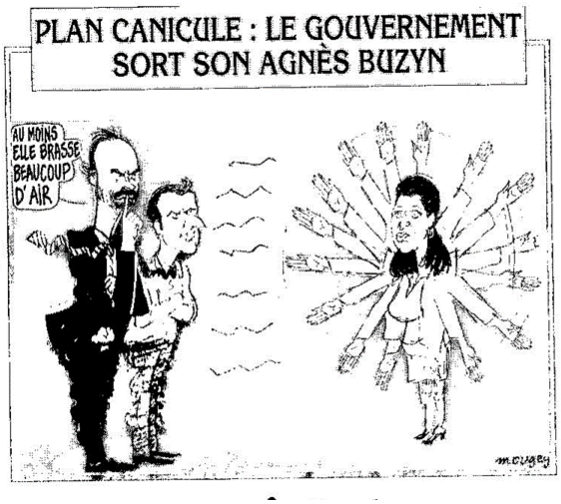
«Super la journée d'action du 22 août….notre repas fraternel !!!! »

Coup de Gueule !!!

Agnès BUZIN se surpasse

La dernière « de la Buze » qui nous sert de Ministre de la Santé : ***« Ma priorité, c'est qu'il n'y ait pas de morts inutiles. ».*** Parce que pour elle il y a des morts « utiles » ? Elle pensait aux retraités sans doute. Déclaration faite sur BFM.

Et après la démolition de l'hôpital public, brasser de l'air est ce qu'elle fait le mieux.



Directrice de publication
Marie-Hélène DUBOST
Comité de rédaction
Claude BOSCH
Bernard BOUCHARD
Martine FREMY
Georges PEROT
Joël PERRIN
Michel VELAIN

Aéroport de Paris (ADP) est notre bien commun. Gardons le contrôle sur les aéroports et ADP. 101 millions de voyageurs en 2017, ADP est la plus grande porte d'entrée du pays. C'est dire si l'enjeu du contrôle de cette structure est stratégique : sur le plan du développement économique et social de notre territoire, sur celui de la sécurité des passagers. Le groupe a généré 600 millions d'euros de bénéfices en 2018.
L'enjeu de ce référendum (RIP ADP) porte sur une proposition de loi visant à « Affirmer le caractère de service public national de l'exploitation des aérodromes de Paris ». C'est une exigence de plus de démocratie, dans la capacité des citoyens à décider du devenir des biens et richesses de la nation, ce qui n'a pas été le cas lors des privatisations des autoroutes…

Pour gagner ce référendum, Il faut 4,7 millions de signatures entre le 13 juin et le 13 mars 2020.

Continuons . Je signe - *https://www.referendum.interieur.gouv.fr/*

En santé, la Macif s'engage pour favoriser l'accès aux soins à tous.

En plaçant la santé au cœur de sa vision mutualiste, la Macif défend un accès aux soins sans sélection médicale et sans garanties gadget. Être adhérent d'un contrat santé de la Macif, c'est disposer d'une couverture complète et accessible.
Particuliers, professionnels, petites et grandes entreprises, si vous partagez les mêmes valeurs, rejoignez-nous !

Plus d'information sur macif.fr

MACIF
Essentiel pour moi

POUR DONNER DE L'AVENIR À MA RETRAITE

JE ME SYNDIQUE À LA CGT

NOM :……

Prénom : ……

Adresse :

……

……

……

CP : ……

Commune:

……

Téléphone (facultatif) **:** …./…./…./…./….

Courriel (facultatif)

……@……

A retourner au syndicat, CGT des retraité.e.s

Place des Cordeliers 71000 MACON